

RESUMÉ DE LA
DISCUSSION EN LIGNE SUR

LA VIOLENCE EN LIGNE CONTRE LES FEMMES EN POLITIQUE

PUBLIÉ PAR iKNOWPOLITICS

NOVEMBRE 2020

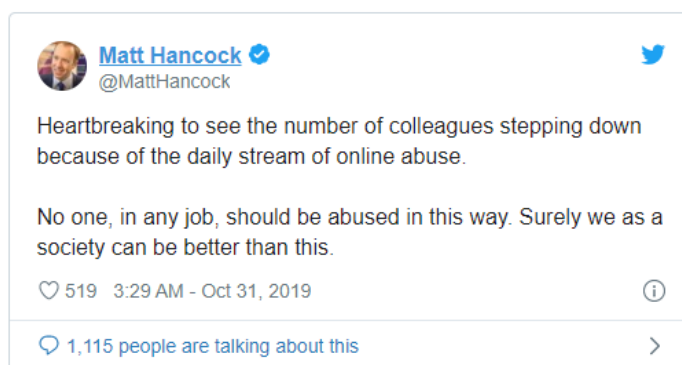
UN PROJET DE



Empowered lives.
Resilient nations.

MESSAGE DE LANCEMENT

Contexte



Le Secrétaire de la santé au Royaume-Uni est l'une des nombreuses personnalités politiques qui a récemment exprimé sa consternation face au nombre de femmes parlementaires qui ont renoncé à se présenter pour une réélection au Parlement et ont décidé de quitter la politique après avoir fait état d'une augmentation du harcèlement et des abus en ligne. Des rapports récents montrent des tendances similaires dans de nombreux autres pays, tels que les [États-Unis](#), l'[Inde](#), le [Kenya](#) et la [Colombie](#).

La politique est un environnement hostile aux femmes partout dans le monde. Une [étude](#) mondiale de l'Union interparlementaire (UIP) publiée en 2016 et une [étude](#) de 2018 portant sur les pays européens ont révélé que la violence à l'égard des femmes parlementaires est très répandue, avec une prévalence variable selon les régions et les pays du monde. Selon les recherches de l'UIP, la violence psychologique - qui comprend des remarques sexistes et misogynes, des images humiliantes, des intimidations et des menaces de mort, de viol, de coups ou d'enlèvements - est la forme de violence la plus courante à laquelle les femmes parlementaires sont confrontées, affectant plus de 80% des répondants à l'enquête mondiale. Il suggère également que la communication numérique est le principal outil utilisé pour proférer des menaces de mort, de viol et de coups contre les femmes parlementaires et que la plupart des auteurs sont des utilisateurs anonymes. De plus, l'UIP rapporte que 58% des répondants à l'étude européenne et 42% de ceux de l'étude mondiale ont reçu des attaques sexistes en ligne sur les réseaux sociaux, notamment sur Facebook, Twitter et Instagram.

La violence en ligne est un phénomène répandu, car les études suggèrent que près des trois quarts des femmes internautes dans le monde ont subi une forme de violence en ligne.¹ La présence en ligne, principalement via les médias sociaux, peut être décrite comme une épée à double tranchant pour les femmes politiques :² bien qu'il s'agisse d'un outil unique et extrêmement utile pour communiquer

directement avec les circonscriptions et mobiliser le soutien et l'engagement, il offre un forum où la violence peut proliférer avec impunité.

Une étude à paraître ³ analysant les tendances des médias sociaux dans sept pays (Zimbabwe, Haïti, Afghanistan, Népal, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sri Lanka et Ukraine) révèle une incivilité en ligne croissante, des discours de haine et une violence manifeste contre les femmes en politique. Il fait état de peu de réglementation et d'une impunité généralisée et conclut qu'il existe un réel effet négatif sur la liberté d'expression et la participation politique des femmes. La violence en ligne et hors ligne contre les femmes en politique est une violation des droits de l'homme et, en entravant la participation politique des femmes, est également une violation des droits politiques des femmes. En tant que tel, il discrédite la démocratie et la bonne gouvernance et crée un déficit démocratique. ⁴

Objectif

Cette discussion en ligne a sensibilisé au harcèlement, aux abus et à la violence en ligne contre les femmes en politique en encourageant un dialogue et un échange de connaissances, d'expériences et de solutions pour lutter contre ce phénomène et garantir que les espaces en ligne et politiques sont sûrs et inclusifs. Des femmes et des hommes en politique, des militants de la société civile, des praticiens et des chercheurs ont été invités à participer à cette discussion en ligne du 9 au 30 mars 2020. Les contributions ont servi à l'élaboration de la réponse consolidée ci-dessous, augmentant ainsi la base de connaissances disponibles sur le sujet.

Questions

1. Pourquoi pensez-vous que les actes de harcèlement et la maltraitance en ligne des femmes en politique se produisent et sont si répandus ?
2. Que peuvent faire les États pour mettre fin au harcèlement en ligne et à la violence à l'égard des femmes tout en respectant la liberté d'expression et l'interdiction de l'incitation à la violence et à la haine ? Quelles sont les bonnes pratiques ?
3. Que peuvent faire les réseaux sociaux tels que Facebook, Twitter et Instagram pour sécuriser leurs espaces pour les femmes ?
4. La violence en ligne contre les femmes en politique rend les carrières politiques peu attrayantes. Quel message donneriez-vous aux femmes qui envisagent de quitter la politique ou sont découragées de s'engager dans la vie publique à cause de cela ?

¹ Defending Democracy in Digital Spaces: Ending Violence Against Women in Politics Online. IFES, à paraître. Cyber violence contre les femmes et les filles - Un rapport du groupe de travail de la Commission des Nations Unies sur la large bande pour le développement numérique sur le large bande et le genre, Pag. 2. 2015: en.unesco.org/sites/default/files/genderreport2015final.pdf

² SHEPERSISTED: Women, Politics & Power in the New media World, Pag 23. 2019 : she-persisted.org/

³ Defending Democracy in Digital Spaces: Ending Violence Against Women in Politics Online. IFES, à paraître.

Nations Unies, « Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences

⁴ Nations Unies, « Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences sur la violence à l'égard des femmes en politique », paragraphe 11. août 2018. Voir aussi ONU Femmes, « Violence contre les femmes en politique : rapport et recommandations de la réunion du groupe d'experts », 2018, et NDI, Not The Cost: Stopping Violence Against Women in Politics, 2016.

PARTICIPANTS

Avec nos partenaires, nous remercions nos abonnés d'avoir pris le temps de participer à cette discussion en ligne et de partager leurs expériences, bonnes pratiques et recommandations. Les participants suivants ont contribué à la discussion en ligne :

1. [Abir Chebaro](#), Conseillère du Président du Conseil des ministres sur les affaires des femmes, **Liban**
2. [Ameena Al-Rasheed](#), Experte iKNOW Politics, consultante, ancienne professeure assistante et conseillère régionale des Nations Unies, **Royaume-Uni**
3. [Armando Ribón Avilán](#), Sociologue, **Colombie**
4. [Jossif Ezekilov](#), Chargé de programme sur le genre, les femmes et la démocratie, Institut national démocratique des affaires internationales (NDI), **États-Unis**
5. [Liri Kopaçi-Di Michele](#), Cheffe du Secrétariat, Commission sur l'égalité et la non-discrimination, Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, **France**
6. [Lucina Di Meco](#), Directrice principale de l'éducation des filles et de l'égalité des sexes chez Room to Read, **Italie**
7. [Mariam Diawara](#), abonnée iKNOW Politics
8. [Marisol Espinoza Cruz](#), Ancienne députée et ancienne vice-présidente de la République, **Pérou**
9. [Rosalee Keech](#), League of Women Voters (LWVUS), **États-Unis**
10. [Saskia Larissa Noriega](#), Ingénieure, CECE - Forum national des partis politiques, **Panama**
11. [Silvia López Prieto](#), Stagiaire chez International IDEA, **Suède**
12. [Terry I.](#), abonné iKNOW Politics

SOMMAIRE

1. Pourquoi pensez-vous que les actes de harcèlement et la maltraitance en ligne des femmes en politique se produisent et sont si répandus?

Tous les participants conviennent que le harcèlement et les abus en ligne des femmes en politique sont répandus et nécessitent une action urgente, rapide et coordonnée pour y mettre un terme. L'engagement politique et le leadership des femmes ont profondément bouleversé les méthodes traditionnelles de la politique, et la violence à l'égard des femmes leaders est considérée comme une réaction négative à la participation et à l'augmentation du leadership des femmes dans la vie publique.

Les femmes en politique perturbent *the old boys' club* car elles secouent le statu quo en influençant les priorités, en façonnant les politiques et même en changeant les nations, selon [Lucina Di Meco](#). Elle fait valoir que le leadership politique des femmes est singulièrement transformateur. C'est la seule chose qui a le pouvoir de remettre en question les normes patriarcales et les stéréotypes et croyances de genre. Il n'est donc pas surprenant de voir certains de ceux qui bénéficient du statu quo se mobiliser et organiser des attaques à motivation politique et des campagnes de désinformation de genre pour empêcher les femmes d'atteindre et de rester aux postes d'influence, note [Lucina Di Meco](#).

Les espaces en ligne sont un terrain fertile pour le harcèlement et les abus. La violence en ligne contre les femmes en politique fait partie du spectre plus large de la violence contre les femmes, qui est profondément enracinée dans l'inégalité, le sexisme, les normes patriarcales, les stéréotypes de genre et une culture d'intolérance et d'impunité, note [Liri Kopaçi-Di Michele](#). Le harcèlement en ligne est défini par [Saskia Larissa Noriega](#) comme une situation dans laquelle une personne est attaquée à plusieurs reprises par le biais d'un média en ligne dans le but d'affaiblir l'estime de soi et la dignité personnelle, de

porter atteinte à son statut social et à sa crédibilité, et de provoquer un stress psychologique et émotionnel.

Selon les participants, les attaques comprennent les insultes, le ridicule, l'intimidation, les menaces, l'extorsion, le *doxing*, le vol d'identité, les *deepfakes* et la vengeance pornographique. Bon nombre de ces nouvelles formes de violence créées à l'ère du digital sont utilisées de manière disproportionnée contre les femmes en politique, affirme [Jossif Ezekilov](#). Il note que le harcèlement et les abus contre les femmes en politique en ligne reflètent la discrimination et les inégalités auxquelles les femmes en politique ont toujours été confrontées hors ligne et qu'ils sont utilisés par des acteurs de mauvaise foi pour faire taire les femmes et les décourager de s'engager dans la vie publique. [Liri Kopaçi-Di Michele](#) rapporte une augmentation de la violence à l'égard des femmes en politique, à la fois en ligne et hors ligne. Pour elle, ces inégalités sont souvent perpétrés et renforcés par les médias et les réseaux sociaux.

La portée sans précédent et étendue des plateformes de médias sociaux a amplifié les effets de la violence contre les femmes en politique, affirme [Jossif Ezekilov](#). Citant un [document](#) du NDI, il ajoute que la violence en ligne contre les femmes en politique est un vieux problème qui renaît avec plus de toxicité en notant que les médias sociaux font paraître l'impact du harcèlement et des abus en ligne comme anonyme, sans frontières et durable, sapant ainsi le sens de la sécurité personnelle des femmes d'une manière que les hommes ne connaissent pas. [Ameena Al-Rasheed](#) ajoute que compte tenu de la difficulté de la réglementation du contenu des réseaux sociaux, ils sont devenus les espaces les plus appropriés pour intimider, harceler et violenter les femmes en politique en toute impunité.

Faisant état des [conclusions](#) d'un document de travail des Nations Unies, [Silvia López Prieto](#) partage que malgré l'augmentation de la violence en ligne contre les femmes, seuls 26% des institutions des forces de l'ordre de 86 pays étudiés prennent les mesures appropriées. Elle ajoute que l'impunité généralisée a des conséquences importantes. Non seulement cela encourage les auteurs à poursuivre leurs attaques, mais aussi décourage les victimes de signaler les actes de violence. Une [étude](#) de l'Union interparlementaire a révélé que 58,2% des femmes dans les parlements en Europe ont subi des violences en ligne, mais seulement 20% d'entre elles ont porté plainte. De plus, partageant les conclusions d'Amnesty International, [Silvia López Prieto](#) rapporte que les deux tiers des femmes victimes de harcèlement sur les réseaux sociaux se sentent impuissantes et embarrassées en conséquence. Ce sentiment s'intensifie lorsque la menace consiste à diffuser des photographies ou des vidéos à caractère sexuel ou intime sans consentement.

[Marisol Espinoza Cruz](#) soutient que la violence en ligne est un phénomène auquel sont confrontées les femmes qui expriment des opinions différentes ou impopulaires. [Rosalee Keech](#) ajoute que la violence en ligne contre les femmes en politique est une tentative de réduire au silence les femmes en politique, ce qui en fait un obstacle important au droit des femmes à la liberté d'expression et à la participation à la vie publique. Partageant les résultats d'une [étude de cas](#) du NDI sur le harcèlement en ligne, [Jossif Ezekilov](#) soutient cette affirmation, notant que les cas de violence en ligne lors de discours politiques ont été suivis d'une diminution nette de l'engagement des femmes sur Twitter au Kenya et en Colombie.

- 2. Que peuvent faire les États pour mettre fin au harcèlement en ligne et à la violence à l'égard des femmes tout en respectant la liberté d'expression et l'interdiction de l'incitation à la violence et à la haine ? Quelles sont les bonnes pratiques ?**

L'année 2020 célèbre des anniversaires importants pour la lutte de l'égalité des sexes. [Abir Chebaro](#) rappelle qu'elle marque le 25^{ème} anniversaire de du Programme d'action de Beijing, considéré comme une feuille de route révolutionnaire et exhaustive sur les droits des femmes, et le cinquième anniversaire de l'adoption des objectifs de développement durable (ODD) par tous les pays. L'[ODD 5](#) sur l'égalité des sexes cible à « assurer la pleine et effective participation des femmes et l'égalité des chances de leadership à tous les niveaux de prise de décision dans la vie politique, économique et publique» ainsi que de « éliminer toutes les formes de violence contre toutes les femmes et les filles dans les sphères publiques et privées » d'ici l'année 2030.

Les participants conviennent que les États ont une responsabilité et un rôle essentiel à jouer dans la lutte contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et dans la quête d'une participation pleine et égale à la vie politique et publique. Les États ont le devoir de prévenir les actes de violence à l'égard des femmes, d'enquêter sur ceux-ci lorsqu'ils se produisent, de poursuivre et de punir les auteurs, et d'offrir réparations et secours aux victimes, rappelle [Saskia Larissa Noriega](#). Les États doivent également protéger la liberté d'expression, un pilier important des systèmes démocratiques. Des lois efficaces régissant cette liberté doivent être attentifs aux droits de l'homme et les protéger. [Jossif Ezekilov](#) note dans ce contexte que la liberté d'expression s'arrête quand elle porte atteinte aux droits de l'homme d'autrui.

Toutes les formes de violence sexuelle et sexiste, y compris la violence en ligne contre les femmes en politique, constituent une violation flagrante des droits de l'homme et doivent être traitées pour ce qu'elles sont : un crime. [Jossif Ezekilov](#) affirme que la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la violence contre les femmes a recommandé dans son récent [rapport](#) sur la violence en ligne au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies que « les droits de l'homme et les droits des femmes protégés hors ligne doivent également être protégés en ligne ». Il soutient que les États doivent développer des cadres juridiques, des politiques et des mesures pour prévenir les actes de violence et soutenir les victimes en partant du principe que la violence contre les femmes en politique est une violation des droits de l'homme et un obstacle à un processus démocratique libre et inclusif.

Pour que les politiques et les mesures soient efficaces, la collecte et l'analyse des données sont nécessaires, affirme [Jossif Ezekilov](#). Citant l'exemple d'un formulaire de [rapport](#) d'incident développé par le NDI pour recueillir des témoignages de femmes en politique affectées par la violence, il suggère que les États devraient utiliser un système similaire pour garantir que les actes de violence contre les femmes soient signalés, comme le sont d'autres crimes. Dans ce contexte, il dit que l'enregistrement et le suivi des actes de la violence en ligne contre les femmes en politique doivent tenir compte de la nature en constante évolution des espaces en ligne, et en particulier de l'utilisation de la langue et des idiomes en ligne. Le rapport du NDI [Tweets that Chill](#) montre comment des lexiques localisés (bahasa pour l'Indonésie, espagnol colombien et un mélange de swahili et d'anglais au Kenya) de langage politique et de harcèlement peuvent être développés pour un examen contextualisé de la violence en ligne contre les femmes en politique.

Les femmes du monde entier utilisent Internet en moyenne 12% de moins que les hommes, l'écart pouvant s'élargir jusqu'à 32% dans les pays les moins développés, affirme [Lucina Di Meco](#). Pour elle, les gouvernements devraient donner la priorité à la réduction de l'écart entre les sexes dans l'accès à Internet et promouvoir la culture du digital pour s'assurer que les utilisateurs et des créateurs de contenu conscients et capables d'identifier les préjugés et de les dénoncer. [Liri Kopaçi-Di Michele](#) convient que la sensibilisation au digital et l'alphabétisation des utilisateurs sont essentielles, notant que des codes de

conduite et des mécanismes de plainte efficaces devraient être mis en place pour renforcer un comportement responsable en ligne. [Rosalee Keech](#) ajoute que les codes de conduite au sein des institutions doivent tenir compte de la violence contre les femmes en politique, en particulier au sein des partis politiques, des parlements et des organes gouvernementaux.

De nombreux États ont mis en place des politiques et des pratiques efficaces et prometteuses pour prévenir ou contrer la violence à l'égard des femmes, rappelle [Saskia Larissa Noriega](#). Elle conclut que les aspects communs des plans d'État réussis comprennent: la promulgation de politiques et de lois claires; la mise en place de mécanismes puissants facilitant l'application de la loi; des collaborateurs bien formés et motivés; la participation de nombreux secteurs; et une collaboration directe avec les organisations locales de femmes, les organisations de la société civile, les universitaires et les professionnels du domaine. De nombreux participants réitèrent cette dernière recommandation, convenant que toutes les stratégies de l'État devraient promouvoir l'action des femmes et s'appuyer sur les expériences et la participation des femmes, ainsi que sur des partenariats avec des organisations de la société civile et des entreprises technologiques pour résoudre efficacement le problème.

[Abir Chebaro](#) et [Lucina Di Meco](#) partagent l'exemple de la loi bolivienne révolutionnaire de 2012 sur la violence contre les femmes en politique, qui inclut les menaces psychologiques et le harcèlement, à la fois hors ligne et en ligne. En 2013, le Mexique a révisé sa loi existante sur la violence à l'égard des femmes pour y inclure une clause tenant compte de la violence contre les femmes en politique, rapporte [Lucina Di Meco](#). Elle partage également qu'un certain nombre de pays européens ont introduit des réglementations contre les discours sexistes et haineux. L'Union européenne a même établi des lignes directrices exhortant les entreprises tech à supprimer les contenus incitant à la haine et à la violence dans l'heure suivant leur publication. En outre, elle ajoute que le Conseil de l'Europe s'est attaqué à la violence contre les femmes en politique à travers un nombre de mesures et de stratégies, telles que la Convention d'Istanbul de 2011 et la Stratégie de gouvernance de l'Internet 2016-2020. [Liri Kopaçi-Di Michele](#) se réfère à un [rapport](#) récent de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe pour des mesures et des recommandations concrètes visant à garantir que le sexisme et le harcèlement sexuel n'aient pas de place dans les parlements, telles que la formation, la sensibilisation, des mécanismes de signalement efficaces et confidentiels, et la collecte et le suivi des données.

Cependant, [Lucina Di Meco](#) conclut que les progrès sont lents et que le respect de ces mesures, ainsi que leur application et le suivi de la justice, sont limités. Les participants approuvent cette observation et exhortent les États à appliquer ce genre de politiques et à garantir la transparence et la responsabilité. [Marisol Espinoza Cruz](#) demande des espaces publics et politiques sûrs et des réseaux en ligne qui garantissent l'inclusion pour garantir des démocraties saines et durables.

3. Que peuvent faire les réseaux sociaux tels que Facebook, Twitter et Instagram pour sécuriser leurs espaces pour les femmes ?

Les participants conviennent que les États et les groupes de femmes ne peuvent pas à eux seuls combattre la violence en ligne contre les femmes en politique sans la coopération des réseaux sociaux, qui ne peuvent plus revendiquer de manière crédible la neutralité face aux abus sur leurs plateformes. Pour [Silvia López Prieto](#), ces compagnies doivent garantir que leurs espaces soient sûrs pour tous, y compris pour les femmes. Pour [Jossif Ezekilov](#), elles ont intérêt à le faire. Il explique que l'utilisation abusive des libertés que ces plateformes sont censées défendre est devenue la plus grande menace pour leur intégrité et leur

légitimité, ajoutant que les plateformes telles que Facebook et Twitter sont devenues associées au harcèlement et à l'intimidation en ligne, à la propagande et à un manque flagrant de justice.

Bien que certaines entreprises de réseaux sociaux aient introduit des mesures pour lutter contre les abus et la violence à l'égard des femmes sur leurs forums, il est clair qu'il reste encore beaucoup à faire. Citant les résultats de l'étude [Tweets that Chill](#), [Silvia López Prieto](#) fait état d'un écart important entre les actes de violence autodéclarés contre les femmes et ceux observés par Twitter. À titre d'illustration, alors que Twitter a perçu 3,6% des femmes victimes de violence en ligne au Kenya, 22,7% des femmes l'ont déclaré à l'étude. En Colombie, la disparité était encore plus importante, avec 8,3% observés par Twitter contre 50,2% de déclarations. Réviser leurs systèmes et algorithmes, tout en s'attaquant aux préjugés des codeurs et des ingénieurs, pour mettre fin à la violence en ligne contre les femmes en politique est un moyen puissant pour les réseaux sociaux de retrouver leur légitimité et de restaurer la confiance dans leurs plateformes, affirme [Jossif Ezekilov](#).

Les entreprises des réseaux sociaux peuvent prendre de nombreuses mesures. [Lucina Di Meco](#) les exhorte à: promouvoir la diversité parmi leurs utilisateurs; utiliser l'innovation technologique telle que l'intelligence artificielle pour réduire les préjugés et le harcèlement; réviser les politiques internes sur les *fake news*, la responsabilité des utilisateurs et la vérification des faits; et investir dans des programmes qui soutiennent les femmes activistes et les défenseuses des droits humains. [Abir Chebaro](#) et [Liri Kopaçi-Di Michele](#) appellent les réseaux sociaux à sensibiliser à la violence en ligne et au harcèlement à l'égard des femmes et à leurs implications, à mettre en œuvre des codes de conduite et des directives strictes pour les utilisateurs, et à prendre des mesures rapides et fortes en réponse aux rapports et aux plaintes, comme le blocage et la suppression de contenu et des comptes des auteurs. [Jossif Ezekilov](#) ajoute que le lobbying pour les normes d'un Internet libre et ouvert et la révision des biais systémiques dans les algorithmes et les codes sont nécessaires pour garantir que les espaces en ligne soient équitables et inclusifs. Pour aider à réduire ces préjugés, il soutient que les réseaux sociaux devraient également promouvoir la diversité et l'inclusion dans leurs propres procédures et structures de gouvernance. Spécifiquement à la violence en ligne contre les femmes en politique, pour contrer les variations et la nature évolutive du langage et des caractéristiques appartenant à chaque contexte, il exhorte les réseaux sociaux à créer des réseaux de partenaires internationaux et locaux et des approches centrées sur l'humain pour repérer les incidents et les tendances dans différents contextes.

4. La violence en ligne contre les femmes en politique rend les carrières politiques peu attrayantes. Quel message donneriez-vous aux femmes qui envisagent de quitter la politique ou sont découragées de s'engager dans la vie publique à cause de cela ?

Le mot clé ici est la persévérance. Tous les participants exhortent les femmes à persister, à persister, puis à persister davantage. Trop de femmes quittent la politique en raison de la violence et du harcèlement qu'elles craignent et auxquelles elles sont confrontées au travail, à la fois hors ligne et en ligne. C'est l'un des impacts les plus dangereux de la violence contre les femmes en politique. [Lucina Di Meco](#), auteure de [#ShePersisted: Women, Politics & Power in the New Media World](#), soutient que la représentation inégale des femmes dans les institutions politiques et technologiques est l'une des raisons fondamentales pour lesquelles la violence contre les femmes en politique n'a pas été traitée rapidement et suffisamment. [Abir Chebaro](#) ajoute que les femmes en politique, en particulier les parlementaires, ont le pouvoir et la responsabilité de contester les comportements abusifs, d'adopter et de faire appliquer des lois prévenant et protégeant contre toutes les formes de violence contre les femmes. Elle soutient également que les

réseaux de femmes en politique sont essentiels pour renforcer la résilience et fournir le soutien et l'autonomisation nécessaires face à des défis tels que la violence contre les femmes en politique. En outre, [Silvia López Prieto](#) encourage les femmes confrontées à la violence et au harcèlement en ligne à toujours signaler les incidents et à dénoncer les auteurs, y compris leurs collègues.

Résumant le message des participants aux femmes découragées de s'engager dans la vie publique, [Jossif Ezekilov](#) note que ce n'est pas la violence contre les femmes qui arrêtera les femmes en politique, mais plutôt les femmes en politique qui arrêteront la violence contre les femmes en politique. En attendant, il est essentiel de fournir aux femmes en politique tous les outils dont elles ont besoin pour s'engager dans la vie politique en toute sécurité. Dans ce contexte, il partage l'exemple de l'initiative [think10](#) du NDI, un nouvel outil de sécurité qui fournit aux femmes en politique des conseils sur la manière d'améliorer leur sécurité personnelle. [Jossif Ezekilov](#) salue également la présente [discussion en ligne](#) ainsi que le Twitter Chat d'[iKNOW Politics](#) organisé en parallèle à la discussion en ligne comme des initiatives importantes pour partager les bonnes pratiques et les opportunités d'apprentissage sur la question de la violence en ligne contre les femmes en politique.

La violence en ligne contre les femmes en politique est un problème mondial qui nécessite une action mondiale. [Jossif Ezekilov](#) partage que même Tim Berners Lee, l'inventeur d'Internet, a récemment [souligné](#) le harcèlement en ligne des femmes comme une menace principale dans son plan d'action mondial pour sauver le Web de la manipulation politique. Une attention et une indignation mondiales accrues, combinées à des solutions innovantes et coordonnées des États, des législateurs, des entreprises de réseaux sociaux et de la société civile, peuvent mettre fin à la violence en ligne contre les femmes en politique. Cela promouvra une intégrité démocratique renforcée à l'échelle mondiale.